N° 3850. CONVENTION SUR LE RECOUVREMENT DES ALIMENTS À L'ÉTRANGER. FAITE À NEW YORK, LE 20 JUIN 1956[1]

ADHÉSION

Instrument déposé le :

25 janvier 1965

PORTUGAL

(Pour prendre effet le 24 février 1965.)

Conformément à l'article 2 de la Convention, le Portugal a désigné la Direcção Geral de Justiça pour le territoire métropolitain du Portugal et la Direcção Geral dos Serviços da Administração Civil pour les provinces d'outre-mer comme autorités expéditrices ; il a désigné l'Instituto de Assistência à Família, pour le territoire métropolitain du Portugal et la Procuradoria da Republica de chaque province pour chaque circonscription judiciaire, agissant par l'entremise des délégués compétents, pour exercer les fonctions d'institutions intermédiaires.

Une liste des autorités expéditrices et des institutions intermédiaires désignées par chaque Partie contractante, dont les noms ont été communiqués au Secrétaire général, conformément à l'article 2 de la Convention, est publiée ci-dessous à titre d'information :

	Autorité expéditrice	*Institution intermédiaire*
Brésil	Procuradoria Geral do Distrito Federal à Brasilia (Parquet général du district fédéral à Brasilia)	
Ceylan	Secrétaire permanent du Ministère des relations extérieures	
Chili	Colegio de Abogados de Chile (Association nationale des Barreaux du Chili)	
Tchécoslovaquie	Ustředí pro mezinárodně-právní ochranu mládežě (Service central de protection juridique internationale de la jeunesse)	
Danemark	Ministère des Affaires étrangères	
République fédérale d'Allemagne	(Voir liste ci-jointe)	Ministère fédéral de la Justice
Finlande	Ministère des Affaires étrangères	

[1] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 268, p. 3 ; pour tous faits ultérieurs concernant cette Convention, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 3 et 4, ainsi que l'Annexe A des volumes 434, 435, 437, 442 et 511.

	Autorité expéditrice	*Institution intermédiaire*
France	Parquets	Ministère des Affaires étrangères Direction des Affaires administratives et sociales Chancelleries et Contentieux
Grèce	Ministère royal des affaires étrangères	Ministère de la Justice
Guatemala	Procurador General de la Nación, Jefe del Ministerio Público (Procureur général du Guatemala)	
Haïti	Commissaire du Gouvernement près la Cour de cassation et Juriste du Ministère des Affaires étrangères	Département de la Justice c/o Ministère des Affaires étrangères
Saint-Siège	Giudice Unico (Juge unique)	
Hongrie	Igazságügyminisztérium (Ministère de la Justice)	Müvelödésügyi Minisztérium (Ministère de la Culture)
Israël	Bureaux d'assistance judiciaire, Jérusalem, Tel-Aviv et Haïfa	Bureau d'assistance judiciaire, Jérusalem
Italie	Ministère de l'Intérieur	
Monaco	Parquet général	Direction des Relations extérieures
Maroc	Ministère de la Justice	
Pays-Bas	Raad voor de Kinderbescherming (Conseil pour la protection des enfants)	
Norvège	Ministère Royal norvégien des Affaires étrangères	
Pakistan :		
Province du Pakistan oriental	Département de la justice du Gouvernement du Pakistan oriental	
Province du Pakistan occidental (exception faite du Territoire fédéral de Karachi)	Conseiller juridique du Gouvernement du Pakistan occidental	Section régionale pour le Pakistan occidental de la Société pakistanaise de la Croix-Rouge (Lahore)

	Autorité expéditrice	*Institution intermédiaire*
Territoire fédéral de Karachi	Magistrat municipal et magistrat adjoint de district (Karachi)	Chef du Parquet (Karachi)
Pologne	Sady Wojewodzkie (Tribunaux de comté)	Ministère de la Justice
Portugal	Direcção Geral de Justiça (Direction générale de la Justice pour le territoire métropolitain du Portugal)	Instituto de Assistência à Família (Institut d'aide à la famille pour le territoire métropolitain du Portugal)
	Direcção Geral dos Serviços da Administração Civil (Direction générale de l'Administration civile pour les provinces d'outre-mer)	Procuradoria da Republica (Parquet général de chaque province pour chaque circonscription judiciaire, agissant par l'entremise des délégués compétents)
République de Chine . . .	Ministère de la Justice, Taipei (Taïwan) [Chine]	Association nationale des Barreaux de la République de Chine, Taipei (Taïwan) [Chine]
Suède	Ministère Royal des Affaires étrangères	
Yougoslavie	Secrétariat fédéral aux finances, Office de protection des biens yougoslaves à l'étranger	Secrétariat de la protection sociale du Conseil exécutif fédéral c/o Offices communaux du Service de protection sociale des républiques

Autorités expéditrices désignées par la République fédérale d'Allemagne :

Pour le *Land* de Bade-Wurtemberg :
Ministère de la Justice du *Land* de Bade-Wurtemberg, Stuttgart

Pour le *Land* Bayern (Bavière) :
Ministère de la Justice de Bavière, Munich

Pour le *Land* de Berlin :
Le Sénateur chargé des questions de Justice, Berlin-Schöneberg

Pour le *Land* de Brême :
Le Sénateur chargé des questions de Justice et de Constitution, Brême

Pour le *Land* de Hambourg :
Le Sénat de Hambourg (Administration de la Justice), Hambourg

Pour le *Land* Hessen (Hesse) :
Le Ministre de la Justice de Hesse, Wiesbaden

Pour le *Land* Niedersachsen (Basse-Saxe) :
Le Ministre de la Justice du *Land* de Basse-Saxe, Hanovre

Pour le *Land* Nordrhein-Westfalen (Rhénanie du Nord-Westphalie) :
Le Ministre de la Justice du *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie, Düsseldorf

Pour le *Land* Rheinland-Pfalz (Rhénanie-Palatinat) :
Ministère de la Justice du *Land* de Rhénanie-Palatinat, Mayence

Pour le *Land* de la Sarre :
Le Ministre de la Justice, Sarrebruck

Pour le *Land* de Schleswig-Holstein :
Le Ministre de la Justice du *Land* de Schleswig-Holstein, Kiel